

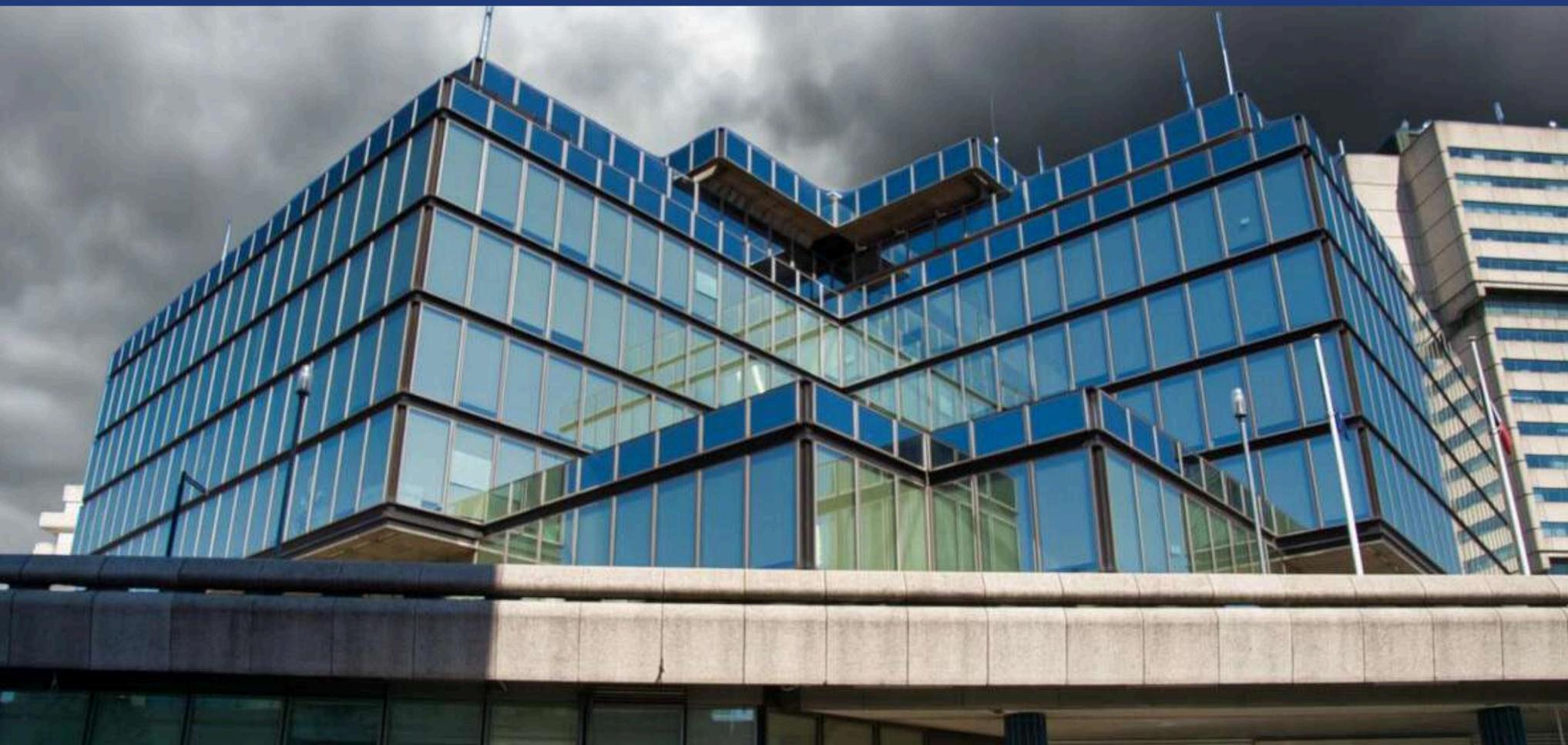
13 OCTOBRE
2025

**BUDGET
SUPPLÉMENTAIRE
2025**

DOSSIER DE PRESSE

**UNE TRAJECTOIRE
FINANCIÈRE HORS DE CONTRÔLE :**

**100 MILLIONS D'€ DE DÉFICIT
POUR LA GIRONDE !**



GROUPE GIRONDE AVENIR



Union de
la Droite et
du Centre

13 OCTOBRE
2025

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2025

DOSSIER DE PRESSE



Sommaire

EN BREF	P.3
LES 7 POINTS CLÉS DU BS 2025	P.4 À 6
LA CHUTE VERTIGINEUSE DE L'ÉPARGNE BRUTE	P.7
DMTO : GIRONDE AVENIR AVAIT TIRÉ LA SONNETTE D'ALARME !	P.8
L'INSINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE MISE À L'ÉPREUVE	P.9
UNE ABSENCE DE STRATÉGIE STRUCTURELLE ET DE REPOSITIONNEMENT POLITIQUE	P.10
LES 8 MESURES D'URGENCE PROPOSÉES PAR GIRONDE AVENIR	P.10
CONTACT	P.11



Union de
la Droite et
du Centre

EN BREF

Le Budget Supplémentaire (BS) 2025 confirme les faiblesses que Gironde Avenir avait déjà pointées lors du BP 2025 (capacité d'autofinancement étriquée, DMTO aléatoires, dépenses sociales en hausse, rigidités des RH) et ajoute une **contrainte de court terme (rattrapage des factures et reprise du déficit 2024). In fine, nous constatons un véritable désastre budgétaire, avec un déficit de la section fonctionnement de près de 100 M€.**

UN DÉFICIT ABYSSAL : L'INSINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE CONFIRMÉE

Le déséquilibre réel de fonctionnement, **qui s'élève à 97,7 M € au BS 2025, soit presque 100 M €**, est atterrant. La dégradation de cet indicateur confirme l'absence de sincérité budgétaire de la majorité départementale, que Gironde Avenir ne cesse de dénoncer depuis des années.

DES EFFETS DE CAVALERIE BUDGÉTAIRE

L'ajout de **+ 37,5 M € au titre du rattrapage des décalages de paiement dans la protection de l'enfance** représente l'un des **signaux les plus préoccupants du budget**. Ceci traduit la mise à jour de dettes accumulées, résultant de décalages de paiement chroniques. Cette pratique a permis de reporter artificiellement une partie des charges de l'exercice 2024, s'apparentant à une forme de **cavalerie budgétaire**.

UNE DETTE HORS DE CONTRÔLE

Pour la première fois, **l'épargne brute devient négative (-9 M€)**. Il s'agit d'un **cas typique de rupture d'équilibre**, théoriquement interdit par les règles budgétaires locales (article L.1612-4 du CGCT).

Les propos de Corinne MARTINEZ, lors du vote du BP en mars 2025, illustrent une forme inquiétante de déni : *« Effectivement, l'année 2024 n'a pas été celle dont nous avons rêvé quand il y a un an, nous avons présenté le budget de l'année précédente (...) [MAIS] nous en sommes pas non plus (...) à un résultat qui ferait que nous serions en danger ».*

La différence entre prévision et exécution ne se limite pas à une erreur ponctuelle, mais traduit **une déconnexion croissante entre stratégie budgétaire et réalité économique**.

FONCTIONNEMENT : L'EFFET CISEAU S'AGGRAVE

Le BS acte +34,3 M € de recettes nouvelles, tirées avant tout par **les DMTO (+ 20 M €)** et les recettes sociales (+ 7,1 M €). Ainsi, **les recettes nouvelles ne sont ni pérennes, ni sécurisées** : elles reposent sur un marché immobilier incertain et des hypothèses hasardeuses.

PRÉVISIONS IRRÉALISTES

Rattrapage de +37,5M€ sur la protection de l'enfance

ABSENCE D'AJUSTEMENT EN COURS D'ANNÉE

Persistance du déficit de fonctionnement

AUCUN AUTOFINANCEMENT

Recours exclusif à l'endettement

AUCUNE STRATÉGIE DE RÉFORME

Perpétuation des déséquilibres

LES 7 POINTS CLÉS DU BS 2025

Derrière les chiffres, le BS 2025 confirme l'échec d'une stratégie budgétaire irréaliste et non maîtrisée. Ces 7 éléments clés en sont la démonstration la plus flagrante.



01

UN DÉFICIT ABYSSAL

Le déséquilibre réel de fonctionnement atteint quasiment le **seuil des - 100 M €**, un résultat inédit, qui traduit notamment une correction différée d'insincérités passées. Le **report du déficit du CA 2024, de - 52,9 M €**, vient directement grever l'exercice 2025, **réduisant à néant la capacité d'autofinancement** initialement présentée au BP 2025.

- 98 M €

02

L'EFFONDREMENT HISTORIQUE DE L'ÉPARGNE BRUTE

L'épargne brute poursuit sa **chute vertigineuse**, elle passe de **36 M € au BP 2025 à - 9 M € au BS 2025**. *La Cour des Comptes et le Département de France rappellent que le seuil critique de soutenabilité de l'épargne brute est de 6 % des recettes réelles de fonctionnement. L'épargne brute atteint un seuil de criticité très inquiétant.* Gironde Avenir identifie 3 grands risques associés à la mauvaise performance de cet indicateur crucial : une érosion structurelle, une perte d'autonomie financière et un risque d'effet boule de neige sur la dette (**cf page 6**).

- 9 M €

03

UNE MASSE SALARIALE NON MAÎTRISÉE

La masse salariale, portée à 302M€ repart à la hausse. **Aucun objectif d'économie ne pourra être atteint avant 2026 !**

+ 5,5 M €

04

DES EFFETS DE CAVALERIE BUDGÉTAIRE

L'ajout de **+ 37,5 M € dans la protection de l'enfance constitue l'un des signaux les plus préoccupants du budget**. Il traduit en réalité non pas un renforcement structurel de la politique sociale, mais une mise à jour des **dettes accumulées envers les organismes gestionnaires** et résultant de **décalages de paiement chroniques** et d'une **sous-budgétisation antérieure**.

Cette pratique est assimilable à une **forme de cavalerie budgétaire**, qui consiste à reporter artificiellement une partie des charges de l'exercice précédent pour préserver un équilibre comptable apparent, mais faux.

+ 37,5 M €

LES 7 POINTS CLÉS DU BS 2025

Derrière les chiffres, le BS 2025 confirme l'échec d'une stratégie budgétaire irréaliste et non maîtrisée. Ces 7 éléments clés en sont la démonstration la plus flagrante.



05

DMTO : DES PRÉVISIONS DE RECETTES IMPRUDENTES

Le BS acte + 34,3 M € de recettes nouvelles, principalement tirées par les DMTO. La majorité prévoit ainsi une nouvelle prévision à la hausse des DMTO, soit **418,5 M € pour le BS 2025**. Ce relèvement, supérieur de 20 M € par rapport au BP, repose sur **une hypothèse fragile, dont les conséquences pourraient être délétères**.

+ 20 M €

06

UN SUR-EQUILIBRE D'INVESTISSEMENT

Au BS 2025, le suréquilibre d'investissement s'élève à 23,8 M €. Pourtant, aucune stratégie de l'emprunt n'est mise en place, allant à **contre-courant du besoin de désendettement de la collectivité**. La capacité d'autofinancement est faible, les intérêts sont en hausse. Un écrêtage partiel aurait rassuré sur la soutenabilité de la collectivité.

+ 23,8 M €

07

UNE DÉPENDANCE TOXIQUE A LA DETTE

La trajectoire départementale illustre une absence de réduction de l'enveloppe de l'emprunt, qui s'élève à **190 M €**. La stratégie affichée est de ne pas écrêter l'emprunt pour "préserver des opportunités de marché en 2026". Dans un contexte dans lequel la capacité d'autofinancement est en berne et les coûts d'intérêts en hausse, ce choix accroît le **risque de dépendance à la dette**.

**1,110 Md €
d'encours**



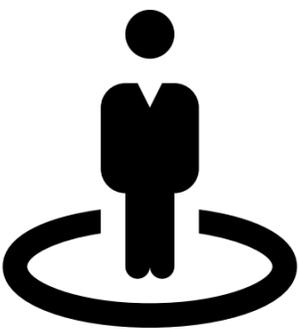
UNE SITUATION D'INSOUTENABILITÉ

Le Département de la Gironde se trouve en situation d'insoutenabilité à court-terme, résultant du cumul de multiples facteurs :

- Un **déficit reporté**
- Un **rattrapage des arriérés**
- Une **hausse mécanique des dépenses sociales**
- La **revalorisation salariale**
- Des **recettes nouvelles non pérennes et non sécurisées**

→ Le Département fait face à une **double impasse** : un **déséquilibre conjoncturel massif** et une **perte de maîtrise structurelle** de son budget de fonctionnement.

La section de fonctionnement 2025 du Département de la Gironde subit le contrecoup d'une **politique de gestion cavalière** qui a permis de masquer temporairement et partiellement les tensions structurelles lors du vote du BP en mars 2025, mais dont le coût est **INTEGRALEMENT** payé au BS 2025.



POSITION DE GIRONDE AVENIR :

SANS remise à plat des **mécanismes de prévision**, un **pilotage mensuel de l'exécution** et une **révision profonde des politiques sociales et RH**, la Gironde va rester en situation durable de déficit de fonctionnement, totalement dépendante d'une conjoncture immobilière fragile et d'un recours à l'emprunt **incompatible avec la soutenabilité pluriannuelle**.

La soutenabilité passera par quatre conditions :

1. **Une gestion très active** des risques de DMTO
2. **Une stabilisation de l'ASE**
3. **Une rebasage réaliste de la masse salariale**
4. **Un premier geste de désendettement.**



LA CHUTE VERTIGINEUSE DE L'ÉPARGNE BRUTE



L'épargne brute du Département de la Gironde est passée de **+ 36 M € à - 9 M € entre le CA 2024 et le BS 2025**, traduisant **une incapacité totale d'autofinancement**.

→ *Le seuil critique de soutenabilité des Départements se situe à une épargne brute égale à 6 % des recettes réelles de fonctionnement.*

Cette évolution reflète :

- La **sous-budgétisation récurrente** des dépenses sociales
- La **dépendance** à des recettes conjoncturelles
- Une **perte de pilotage structurelle** du fonctionnement courant.

LES 3 IMPACTS DE LA CHUTE DE L'ÉPARGNE BRUTE :

ÉROSION STRUCTURELLE	PERTE D'AUTONOMIE FINANCIÈRE	RISQUE D'EFFET BOULE DE NEIGE SUR LA DETTE
<p>L'épargne brute est structurellement trop faible depuis 2022. la combinaison d'une dynamique sociale non pilotable et de recettes fiscales figées entraîne une incapacité à reconstituer un volant d'autofinancement.</p>	<p>La part des recettes pilotables (hors DMTO/TVA) est inférieure à 20 %, ce qui rend la collectivité très sensible aux aléas macroéconomiques.</p>	<p>Une épargne brute négative signifie que le remboursement du capital de la dette (115 M €) doit être intégralement refinancé par de nouveaux emprunts. Cela empêche toute réduction de l'encours et alourdit les charges financières futures.</p>



*Sans redressement d'au moins **50 M € d'épargne brute d'ici 2026**, la trajectoire d'endettement deviendra incompatible avec les standards de soutenabilité de la strate départementale.*

DMTO : GIRONDE AVENIR AVAIT TIRÉ LA SONNETTE D'ALARME !



Les DMTO étant des recettes volatiles, le groupe Gironde Avenir a alerté sur le risque de dépendance de l'institution à cette recette dès 2017.

**JACQUES
BREILLAT**

**SÉANCE
PLÉNIÈRE DU 11
NOVEMBRE 2017**

“On a dit tout à l'heure que les DMTO étaient volatiles, moi je note quand même que dans cette stratégie qui nous est présentée les DMTO deviennent la recette pilier si je peux m'exprimer ainsi, ou pivot ».



**JEAN-MARIE
DARMIAN,
VP AUX FINANCES**

**SÉANCE
PLÉNIÈRE DU 11
NOVEMBRE 2017**

« Je le reconnais, Monsieur BREILLAT, vous l'avez bien dit, il serait illusoire de penser que les DMTO seront une manne éternelle dans le fonctionnement des Départements ».



Jacques BREILLAT lors du CA 2024 en juin dernier, sur le manque de prévision face à l'évolution des DMTO :

“Je vous rappelle qu'en 2023, il y a eu un seuil de 411 millions d'€ des DMTO. Or, il y a un « décalage évident, substantiel » avec le choix d'inscrire en 2024 une prévision de 415 millions d'€, pour un montant final de 342 millions d'€. « Il y a une part d'imprévision de mon point de vue sur la partie recettes », « Pourquoi avoir inscrit des recettes de DMTO en hausse sur ce BP 2024 ? », « Prévoir une hausse des DMTO en 2024, c'est très étonnant ».



BS 2025 : Gironde Avenir regrette que la majorité départementale, malgré de nombreuses alertes, s'entête à faire des prévisions optimistes des recettes liées aux DMTO.

En effet, **lors de ce BS**, une nouvelle prévision à la hausse de 20 M d'€ est établie. Certes, le relèvement des DMTO à 418,5 M€, (+ 20 M€) sert à masquer temporairement la dégradation, mais repose sur une hypothèse fragile et aux conséquences potentiellement délétères : une baisse de 10 % du marché ferait perdre 42 M (€), annihilant toute épargne brute.

L'INSINCÉRITÉ BUDGÉTAIRE MISE À L'ÉPREUVE

UNE INSINCÉRITÉ CONFIRMÉE...

Le report du déficit du compte administratif 2024 (-52,9 M€) vient directement grever l'exercice 2025, réduisant à néant la capacité d'autofinancement initialement présentée au BP dernier. Ce transfert révèle que le budget primitif 2025 a été établi sur des hypothèses trop optimistes, voire partiellement insincères : sous-budgétisation des dépenses sociales, sous-estimation des charges de personnel, et anticipation trop favorable sur la reprise des DMTO.

.... QUINOUS MÈNE VERS UNE CRISE AVÉRÉE

La section de fonctionnement 2025 du Département de la Gironde n'est pas équilibrée, ni sincèrement maîtrisée. Elle subit le contrecoup de pratiques de report et de sous-budgétisation qui ont permis de masquer partiellement les tensions structurelles au moment du BP, mais dont le coût est intégralement payé en 2025.

“



Jacques BREILLAT lors du discours introductif du CA 2024 en juin dernier :
"Je ne peux pas croire, et je le redis,(...) que vous ne saviez pas quelle serait (...) l'ampleur du déficit sur la partie du compte administratif 2024 ». « C'est donc parce que ces résultats déficitaires ont été fort opinément mis sous le tapis que le budget qui a été présenté est un budget artificiellement en équilibre"

“



Jacques BREILLAT : « Je ne comprends pas, chers collègues, comment vous pouvez encore affirmer (...) que nous avons voté un budget 2025 en équilibre. Il ne fut en équilibre que parce que les résultats de 2024 n'avaient pas été intégrés ».



UNE ABSENCE DE STRATÉGIE STRUCTURELLE ET DE REPOSITIONNEMENT POLITIQUE

Aucune stratégie
Aucune réforme
Aucune anticipation



Pour rappel, le groupe Gironde Avenir **a voté CONTRE** le **BP 2025**, notamment pour les raisons suivantes :

CE QU'IL FALLAIT FAIRE	CE QUE GIRONDE AVENIR DÉNONCE
<ul style="list-style-type: none">• REPENSER LE PÉRIMÈTRE DES COMPÉTENCES DÉPARTEMENTALES	<ul style="list-style-type: none">• Un mode de gouvernance de crise qui privilégie l'opacité et l'absence de concertation des élus de notre groupe.
<ul style="list-style-type: none">• REDÉFINIR LES PRIORITÉS OU LA CARTE DES INTERVENTIONS	<ul style="list-style-type: none">• Une stratégie budgétaire non soutenable sans modification structurelle.
<ul style="list-style-type: none">• RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE DURABLE VIA DES RÉFORMES DE STRUCTURE.	<ul style="list-style-type: none">• Le refus de chiffrer le coût des politiques volontaristes, pourtant nécessaire avant de pouvoir procéder à des arbitrages éclairés.
	<ul style="list-style-type: none">• Le désengagement sur le volet des solidarités territoriales. Un désengagement bien illustré par la suppression totale du Fonds d'Aide à l'Équipement des Communes (FDAEC) en 2025.
	<ul style="list-style-type: none">• Le refus de transmettre un budget consolidé des dépenses de communication.
	<ul style="list-style-type: none">• L'insincérité budgétaire, avec la non transmission des données du CA.

LES 8 MESURES D'URGENCE proposées par Gironde Avenir



1 UN AUDIT DES **POLITIQUES DÉPARTEMENTALES**
POUR CHIFFRER LE COÛT DES MESURES VOLONTARISTES



2 UN **BILAN CONSOLIDÉ** DES DÉPENSES DE
COMMUNICATION 2023 ET 2024 POUR RÉALISER DES
ÉCONOMIES



3 LA MISE EN PLACE D'UNE **COMMISSION D'ÉVALUATION**
INTER-GROUPE POUR UNE TRANSPARENCE TOTALE



4 LE **RETOUR DE LA COMMISSION THÉMATIQUE**
DÉDIÉE À LA COMMUNICATION POUR MESURER LES
DÉPENSES



5 UN **AUDIT DES STRUCTURES SATELLITES** DU
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE



6 LE **RECENSEMENT ET LA VALORISATION** DES
TERRAINS ET DE LA RÉSERVE IMMOBILIÈRE
DU DÉPARTEMENT



7 LA **LISTE DES 100 ASSOCIATIONS LES PLUS**
SUBVENTIONNÉES ET LES COMPTES DE TRÉSORERIE
ASSOCIÉS



8 UNE **CARTOGRAPHIE TERRITORIALE** DES
SUBVENTIONS ET DES INVESTISSEMENTS

13 OCTOBRE | **BUDGET**
2025 | **SUPPLÉMENTAIRE**
2025

GROUPE GIRONDE AVENIR



CONTACT PRESSE

Pour vous entretenir avec Jacques BREILLAT ou un autre élu de Gironde Avenir concernant les dossiers à l'ordre du jour du BS 2025, merci de contacter les collaborateurs du groupe.

☎ 05 56 99 57 87

✉ girondeavenircg33@gmail.com

🌐 gironde-avenir.fr



Union de
la Droite et
du Centre